

Accord

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

ACCORD DU 19 JUIN 2008

RELATIF AUX PRINCIPES À RETENIR POUR LA MISE EN PLACE D'UNE
COUVERTURE DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS DES
INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

NOR : ASET0850885M

PRÉAMBULE

L'examen des dispositions du statut national du personnel des industries électriques et gazières et de ses textes d'application en matière d'invalidité et de décès, engagé à l'occasion de la modification du régime spécial de retraite des IEG, a mis en évidence la nécessité d'améliorer la couverture sociale des agents des IEG.

A compter du 1^{er} juillet 2008, l'accord du 24 avril 2008 relatif aux pensions versées aux agents statutaires en cas d'invalidité porte la pension de 50 % à 75 % des rémunérations principales en cas d'incapacité totale d'exercer une activité professionnelle.

Au-delà du régime spécial, le présent accord vise à poser les principes sur la base desquels sera conclu, après désignation de l'organisme assureur, l'accord de branche mettant en place une couverture de prévoyance complémentaire obligatoire, dans le cadre du livre IX du code de la sécurité sociale.

A la mise en place de la couverture de prévoyance complémentaire, la participation des employeurs au financement de celle-ci est comprise dans la contribution des employeurs, au moins égale à 1 % de la masse des rémunérations principales, consacrée à l'amélioration de la couverture des risques invalidité et décès et aux frais afférents.

Article 1^{er}

Objet du présent accord

Le présent accord a pour objet de définir les principes selon lesquels une couverture obligatoire de prévoyance complémentaire sera mise en place au niveau de la branche professionnelle à partir du 1^{er} janvier 2009.

Cette couverture de prévoyance complémentaire sera mise en place par voie d'accord collectif de branche, conclu après la désignation de l'organisme assureur auprès duquel sera assurée la couverture des garanties pour l'ensemble des agents statutaires de la branche des industries électriques et gazières. La désignation de l'organisme assureur interviendra à l'issue d'une consultation, dont le cahier des charges est élaboré sur la base des principes figurant dans le présent accord.

Article 2

Principes applicables à la mise en place de la couverture de prévoyance complémentaire

2.1. Champ d'application

La couverture de prévoyance complémentaire à mettre en place s'appliquera à titre obligatoire à l'ensemble des entreprises et organismes dont le personnel est soumis au statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Le régime de prévoyance complémentaire couvrira les agents statutaires des organismes et entreprises des industries électriques et gazières en cas de décès en activité.

2.2. Incidences de la rupture ou de la suspension du contrat de travail sur les garanties

En cas de suspension du contrat de travail, la couverture de prévoyance est maintenue sous réserve du versement des cotisations patronales et salariales pour les périodes faisant l'objet :

- d'un maintien de salaire (par exemple, en cas de congé maternité ou paternité, congé pour longue maladie ou congé épargne-temps) ;
- d'un congé sans solde exceptionnel de 3 mois au plus ;
- d'un congé pris pour l'éducation des enfants, d'une durée de 3 mois au plus ;
- d'un congé de soutien familial ;
- du versement d'une prestation ou d'une indemnité financée par l'employeur (ex. : invalidité, congé individuel de formation lorsqu'il fait l'objet d'une prise en charge par l'AGECIF).

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail (ex. : congé sans solde pour convenances personnelles, congé sans solde pour élever un enfant de moins de 8 ans, congé parental, congé sabbatique, congé sans solde pour création d'entreprise), les agents ont la possibilité de conserver le bénéfice de la garantie par une adhésion facultative et individuelle. Dans ce cas, les cotisations (part patronale et part salariale) sont à la charge exclusive des agents. Le précompte des cotisations n'est pas assuré par l'employeur.

En cas de démission conduisant l'agent à quitter la branche professionnelle des industries électriques et gazières, l'agent cesse de bénéficier des prestations prévues par l'accord prévoyance.

En cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation chômage, les agents qui n'ont pas liquidé leur pension de retraite des IEG garderont le bénéfice des prestations prévues par l'accord prévoyance pour une durée maximum égale à 1/3 de la durée de leur droit à indemnisation, sans

pouvoir être inférieure à 3 mois. Le financement du maintien de ces garanties est assuré conjointement par l'ancien employeur et l'ancien salarié dans les mêmes proportions qu'antérieurement. Le précompte des cotisations salariales n'est pas assuré par l'ancien employeur.

Dans le cadre de la procédure de consultation, il sera demandé à l'organisme assureur de proposer des prestations adaptées aux retraités, dont ceux-ci pourront bénéficier par le biais d'une adhésion facultative, sans financement de leur ancien employeur.

2.3. Prestations

La couverture de prévoyance complémentaire à mettre en place devra garantir à titre obligatoire les prestations suivantes :

- capital décès ;
- majoration du capital décès par enfant à charge ;
- majoration du capital décès pour décès concomitant ou rapproché du conjoint ;
- rente d'éducation ;
- allocation obsèques.

Les prestations seront versées sous réserve des cas d'exclusion d'usage, à l'exception de l'exposition aux rayonnements ionisants et à l'amiante dans un cadre professionnel.

A la demande de l'agent, le capital décès et la majoration pour enfant à charge pourront lui être versés par anticipation en cas d'impossibilité totale et définitive d'exercer une profession quelconque et de recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie courante. Le versement des capitaux décès par anticipation en cas d'invalidité permanente totale éteint le droit à toute autre prestation en capital en cas de décès intervenant ultérieurement.

Le capital décès et la majoration du capital décès pour enfant à charge seront majorés en cas de décès accidentel.

Les prestations visées sont mentionnées à titre indicatif en annexe ; elles correspondent au budget indicatif également mentionné en annexe.

Elles seront susceptibles d'être ajustées en fonction du résultat de la consultation.

L'agent pourra librement désigner le bénéficiaire des capitaux décès prévus par l'accord mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire. A défaut de bénéficiaire désigné par l'agent, les capitaux décès seront versés à son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin, à défaut, à ses enfants, à défaut, à ses ascendants et, à défaut, à ses héritiers.

Cependant, quel que soit le bénéficiaire désigné, la part de capital correspondant à la majoration pour enfants à charge sera versée par parts égales à ses enfants (ou à leur représentant légal s'ils sont mineurs).

Le capital supplémentaire versé en cas de décès concomitant ou rapproché des deux parents ne peut être versé qu'aux enfants à charge au sens défini ci-dessus ou à leur représentant légal s'ils sont mineurs.

Sont considérés comme enfants à charge les enfants pris en compte fiscalement pour l'application du quotient familial ou recevant une pension ali-

mentaire déductible du revenu global, les enfants de l'assuré et ceux de son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin, si ce dernier en a la garde non partagée ou l'a eue jusqu'à leur majorité :

- âgés de moins de 21 ans ;
- âgés de 21 à moins de 26 ans :
 - lorsqu'ils justifient annuellement de la poursuite d'études secondaires ou supérieures, sous réserve qu'ils n'exercent pas d'activité rémunérée à plus de 55 % du SMIC brut ou que les ressources du ménage, s'ils vivent en couple, n'excèdent pas 110 % du SMIC ;
 - ou qu'ils effectuent des stages de formation professionnelle ou sont sous contrat d'apprentissage ;
 - quel que soit leur âge, lorsqu'ils perçoivent les allocations prévues par la loi du 30 juin 1975 sur les personnes handicapées ou sont atteints d'une incapacité permanente reconnue d'au moins 80 %.

La rente d'éducation sera versée aux enfants à charge définis ci-dessus ou à leur représentant légal s'ils sont mineurs. Elle sera revalorisée sur la base du taux retenu pour la revalorisation des pensions d'orphelin versées par le régime spécial des industries électriques et gazières, dans la limite du fonds de revalorisation.

Dans le cadre de la procédure de consultation, il sera demandé à l'organisme assureur de proposer des prestations complémentaires auxquelles les agents pourraient souscrire de manière facultative, sans participation financière de leur employeur.

2.4. Financement

La couverture obligatoire de prévoyance complémentaire sera financée par une cotisation assise sur la rémunération principale brute (hors rémunérations complémentaires), gratification de fin d'année comprise, constituant l'assiette des cotisations et des prestations du régime spécial vieillesse des industries électriques et gazières.

Cette cotisation se répartira entre une cotisation patronale et une cotisation salariale. Ces cotisations correspondant aux prestations mentionnées à titre indicatif en annexe sont également précisées en annexe.

2.5. Désignation de l'organisme assureur

Sans préjudice des dispositions prévues au point 2.6 du présent accord, les garanties prévues par l'accord de branche seront assurées par un même organisme pour l'ensemble des agents entrant dans le champ d'application de l'accord.

L'organisme sera désigné à l'issue de la procédure de consultation qui sera lancée en juin 2008 par EDF Assurances sur la base du cahier des charges arrêté par les partenaires sociaux et annexé au présent accord.

Un groupe de travail paritaire composé d'un représentant des fédérations syndicales signataires du présent accord et d'autant de représentants des groupements d'employeurs est chargé :

- d'élaborer la grille de sélection des offres sur la base des critères principaux suivants :
 - solidité financière de l'organisme assureur ;
 - qualité technique et économique de l'offre ;

la responsabilité sociale et environnementale de l'organisme assureur sera également examinée ;

- de choisir la meilleure offre au regard des critères retenus.

Le groupe de travail paritaire est présidé par un représentant des groupements d'employeurs disposant d'une voix prépondérante.

L'audition des candidats présélectionnés sera effectuée par les groupements d'employeurs.

Le choix de l'organisme désigné, inscrit dans l'accord mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire, sera réexaminé au moins tous les 5 ans par les signataires de l'accord.

2.6. Sort des couvertures existantes

Les entreprises qui disposeraient au 1^{er} janvier 2009 d'une couverture décès obligatoire pour tout ou partie de leurs agents statutaires à un niveau au moins équivalent poste par poste à celui prévu par l'accord de branche mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire auront la possibilité de ne pas adhérer au contrat collectif mis en place au niveau de la branche professionnelle pour les agents concernés par cette couverture d'entreprise.

Si un ou plusieurs postes de la couverture d'entreprise étaient de niveau inférieur au niveau prévu par l'accord de branche mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire, l'entreprise concernée adaptera son régime en concertation avec les organisations syndicales.

Cette adaptation devra permettre d'atteindre au moins le niveau des garanties prévues par l'accord de branche mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire, au plus tard 6 mois après la date de mise en place de celle-ci.

Si cette adaptation n'est pas réalisée à la fin de cette période de 6 mois, les entreprises concernées auront l'obligation d'adhérer au contrat collectif de branche.

Les entreprises disposant d'une couverture décès existante plus favorable au 1^{er} janvier 2009, selon les conditions précisées ci-dessus, pour une partie de leurs agents statutaires auront l'obligation d'adhérer au contrat collectif de branche pour couvrir leurs agents statutaires n'entrant pas dans le champ d'application de la couverture existante.

2.7. Suivi de l'accord mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire

Un groupe de suivi de l'accord prévoyance sera mis en place par les signataires de l'accord. Il sera composé de 2 représentants par fédération syndicale signataire de l'accord et, en nombre égal, de représentants des groupements d'employeurs.

Le groupe de suivi se réunira une fois par an et, le cas échéant, à la demande d'au moins 1/3 de ses membres.

Le groupe de suivi sera chargé :

- d'examiner les comptes et rapports produits par l'organisme assureur ;

- de suivre la gestion financière de l'actif dédié ou de l'actif général ;
- de délibérer sur l'interprétation et les litiges survenant éventuellement dans l'application de l'accord prévoyance ;
- de proposer à la commission paritaire de branche les modalités de réexamen de l'organisme assureur désigné ;
- de proposer à la commission paritaire de branche, si nécessaire, un ajustement du dispositif.

2.8. Durée de l'accord mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire

L'accord mettant en place la couverture de prévoyance complémentaire sera conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Entrée en vigueur et durée du présent accord

Le présent accord entrera en vigueur au lendemain du jour de son dépôt. Il est conclu pour une durée déterminée et cessera de produire tout effet le 31 décembre 2008. En aucun cas, il ne pourra produire les effets d'un accord à durée indéterminée.

Il ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 4

Notification, dépôt et publicité du présent accord

A l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié aux 5 fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

A l'expiration d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 5

Modalités de révision du présent accord

A la demande des groupements d'employeurs ou d'une ou plusieurs fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle, signataires ou adhérentes au présent accord, une négociation de révision de ce dernier pourra être engagée à tout moment, dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 19 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;

UNEMIG.

Syndicats de salariés :

FCE-CFDT ;

CFE-CGC ;

CMTE-CFTC ;

FNME-CGT ;

FNEM-FO.

Nota. – Les annexes I et II au présent accord ne sont pas reproduites dans la présente parution mais consultables sur le site : journal-officiel.gouv.fr, rubrique : *BO* Conventions collectives.

ANNEXE 1 **PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS STATUTAIRES** **GRILLE DE PRESTATIONS CIBLE**

Les prestations de prévoyance complémentaire présentées ci-dessous, à titre indicatif, s'ajouteraient :

- aux pensions de réversion et aux pensions d'orphelin versées par le régime spécial de vieillesse des industries électriques et gazières en cas de décès de l'agent,
- à l'indemnité de secours immédiat versée par l'employeur au titre des frais d'obsèques en cas de décès de l'agent (2 mois de salaire),
- à la participation aux frais d'obsèques allouée par la CAMIEG à l'agent en cas de décès d'un membre de sa famille, ayant droit au régime spécial maladie (salaire national de base majoré de 25 %, dans la limite des frais d'obsèques réellement engagés).

Pour la grille de prestations présentée à titre indicatif ci-dessous :

Financement employeurs : cotisation de 0,78 % sur les rémunérations principales, soit 66 % du financement (hors taxe),

Financement salariés : cotisation de 0,4 % sur les rémunérations principales, soit une cotisation moyenne de 11 euros par mois.

Prestations obligatoires	Décès non accidentel	Décès accidentel
Capitaux décès (l'agent peut librement désigner le bénéficiaire de ses capitaux décès)		
Célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement	200 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris)	300 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris)
Marié, vivant avec un partenaire de PACS ou en concubinage	250 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris)	350 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris)
Majoration pour chaque enfant à charge Ex : 1 enfant 2 enfants	50 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris) 50 % 100 % (100 % pour un enfant handicapé dont le taux d'incapacité est au moins égal à 80 %)	
Décès concomitant ou rapproché des deux parents (capital supplémentaire versé aux seuls enfants à charge)	100 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris)	
Rente d'éducation		
Rente d'éducation pour chaque enfant (sous déduction de la pension temporaire versée par le régime spécial)	- 10 % de la rémunération principale annuelle brute (13 ^e mois compris) jusqu'à 15 ans inclus, - 15 % entre 16 et 21 ans inclus, - 20 % entre 22 et 25 ans inclus.	
Allocation décès		
Capital en cas de décès de l'assuré, de son conjoint (au sens large), d'un enfant à charge	plafond mensuel de la sécurité sociale, soit 2 773 euros en 2008	

Exemple n° 1 : pour un agent :

- décédé d'un accident de voiture,
- dont le salaire moyen mensuel (hors rémunérations complémentaires) était de 2 000 € en brut (soit une rémunération principale annuelle de 26 000 €) à son décès

→ Cotisation = 8 €/mois sur 13 mois,

- marié,
- père de 2 enfants âgés de 6 et 9 ans.

→ Les capitaux versés s'élèveraient à **117 000 € (soit 4,5 ans de salaire)**, dont 13 000 € au titre de chaque enfant, auxquels s'ajouteraient l'allocation décès (2 773 €) et une rente d'éducation pour chaque enfant à hauteur de :

- **2 600 € par an** (217 € par mois) jusqu'à 15 ans inclus (versés par le régime spécial lorsqu'il s'agit d'enfants titulaires d'une pension temporaire d'orphelin),
- **3 900 € par an** (325 € par mois) entre 16 et 21 ans inclus (dont 217 € par mois versés par le régime spécial entre 16 et 20 ans inclus aux enfants titulaires d'une pension temporaire d'orphelin),
- **5 200 € par an** (433 € par mois) entre 22 et 25 ans inclus.

NB : sous réserve que l'enfant poursuive des études entre 21 et 25 ans.

Exemple n° 2 : pour un agent :

- décédé à la suite d'une maladie,
- dont le salaire moyen mensuel (hors rémunérations complémentaires) était de 3 500 euros en brut (soit une rémunération principale annuelle de 45 500 €) à son décès

→ Cotisation = 14 €/mois sur 13 mois,

- divorcé et vivant seul,
- père d'un enfant de 10 ans.

→ Les capitaux versés s'élèveraient à **113 750 € (soit 2,5 ans de salaire)**, dont 22 750 € au titre de l'enfant, auxquels s'ajouteraient l'allocation décès (2 773 €) et une rente d'éducation à hauteur de :

- **4 550 € par an** (379 € par mois) jusqu'à 15 ans inclus (versés par le régime spécial lorsqu'il s'agit d'un enfant titulaire d'une pension temporaire d'orphelin),
- **6 825 € par an** (569 € par mois) entre 16 et 21 ans inclus (dont 379 € par mois versés par le régime spécial entre 16 et 20 ans inclus aux enfants titulaires d'une pension temporaire d'orphelin),
- **9 100 € par an** (758 € par mois) entre 22 et 25 ans inclus.

NB : sous réserve que l'enfant poursuive des études entre 21 et 25 ans.

NB : Les prestations cible présentées ci-dessus et le financement associé sont susceptibles d'être ajustés à l'issue de la procédure de consultation.

ANNEXE 2

CONSULTATION EN VUE DE LA DESIGNATION D'UN ORGANISME POUR LA COUVERTURE PREVOYANCE

Branche des industries électriques et gazières

PREAMBULE

1. Contexte

L'examen des dispositions du statut national du personnel des industries électriques et gazières (IEG) et de ses textes d'application en matière d'invalidité et de décès, engagé à l'occasion de la modification du régime spécial de retraite des IEG, a mis en évidence la nécessité d'améliorer la couverture décès des agents statutaires des IEG.

Une négociation sur la mise en place de garanties décès a donc été engagée au niveau de la branche professionnelle des IEG afin de compléter les prestations du régime spécial actuellement versées en cas de décès d'un agent statutaire ou d'un membre de sa famille :

- l'indemnité de secours immédiat (égale à deux mois de salaire), visant à couvrir les frais d'obsèques,
- la pension de réversion accordée au conjoint (égale à 50 % de la pension de retraite à laquelle l'agent aurait pu prétendre), sans condition d'âge, ni de ressources,
- la pension temporaire d'orphelin, versée jusqu'au 21^e anniversaire de l'enfant, égale à 10 % du salaire (rémunération principale),
- la participation aux frais d'obsèques versée par la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) à l'agent en cas de décès d'un membre de sa famille, ayant droit du régime spécial maladie (égale au salaire national de base, majoré de 25 %, dans la limite des frais d'obsèques réellement engagés).

La négociation engagée porte sur la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire obligatoire (garanties décès) dans le cadre du livre IX du code de la sécurité sociale et avec désignation d'un organisme assureur unique pour l'ensemble des entreprises et organismes de la branche professionnelle des IEG.

2. Périmètre concerné

Seront affiliées toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de l'accord de branche des industries électriques et gazières en cours de négociation.

Toutefois, les entreprises qui seront déjà couvertes au 1^{er} janvier 2009 par un contrat prévoyance auront la possibilité de ne pas adhérer à la couverture de branche pour leurs salariés déjà couverts, si ceux-ci bénéficient déjà, dans leur entreprise, de garanties poste par poste au moins égales à celles définies dans l'accord de branche.

A priori seront adhérentes à la couverture de branche environ 140 entreprises représentant un effectif de l'ordre 136 000 à 138 000 agents.

Seront aussi couverts tous les salariés des entreprises adhérentes au contrat actuellement en invalidité ; en effet dans les industries électriques et gazières, il n'y a pas rupture, mais suspension du contrat de travail en cas d'invalidité.

Les taux de cotisations proposés devront donc intégrer le coût des garanties tant pour les actifs que pour les invalides.

En cas de suspension du contrat de travail, la couverture de prévoyance est maintenue sous réserve du versement des cotisations patronales et salariales pour les périodes faisant l'objet :

- d'un maintien de salaire (par exemple, en cas de congé maternité ou paternité, congé pour longue maladie ou congé épargne temps),
- d'un congé sans solde exceptionnel de trois mois au plus,
- d'un congé pris pour l'éducation des enfants, d'une durée de trois mois au plus,
- d'un congé de soutien familial,
- du versement d'une prestation ou d'une indemnité financée par l'employeur (ex : invalidité, congé individuel de formation lorsqu'il fait l'objet d'une prise en charge par l'AGECIF).

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail (ex : congé sans solde pour convenances personnelles, congé sans solde pour élever un enfant de moins de huit ans, congé parental, congé sabbatique, congé sans solde pour création d'entreprise), les agents devront avoir la possibilité de conserver le bénéfice de la garantie par une adhésion facultative et individuelle. Dans ce cas, les cotisations (part patronale et part salariale) seront à la charge exclusive des agents. Le précompte des cotisations ne sera pas assuré par l'employeur.

En cas de démission conduisant l'agent à quitter la branche professionnelle des industries électriques et gazières, l'agent cessera de bénéficier des prestations prévues par l'accord prévoyance.

En cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation chômage, les agents qui n'ont pas liquidé leur pension de retraite des IEG garderont le bénéfice des prestations prévues par l'accord prévoyance pour une durée maximum égale à un tiers de la durée de leur droit à indemnisation, sans pouvoir être inférieure à 3 mois. Le financement du maintien de ces garanties sera assuré conjointement par l'ancien employeur et l'ancien salarié dans les mêmes proportions qu'antérieurement. Le précompte des cotisations salariales ne sera pas assuré par l'ancien employeur.

Il est en outre demandé que soient proposées des prestations adaptées aux retraités, dont ceux-ci pourront bénéficier par le biais d'une adhésion facultative, sans financement de leur ancien employeur et sans mutualisation possible avec les résultats du contrat collectif.

3. Nature de la consultation

Il s'agit d'un appel d'offre prévoyance avec désignation d'organisme assureur dans le cadre d'un accord de branche mettant en place une couverture obligatoire.

Les paramètres qui seront pris en considération pour le choix de l'organisme seront :

- la solidité financière,
- la qualité technique et économique de l'offre.

La responsabilité sociale et environnementale sera également examinée.

PRESENTATION DE LA BRANCHE DES INDUSTRIES ELECTRIQUES ET GAZIERES **ET DE LA POPULATION A ASSURER**

La branche des industries électriques et gazières est composée d'environ 140 entreprises et organismes. 78 % des effectifs appartiennent au groupe Electricité de France (EDF SA, RTE et ERDF), 16 % au groupe Gaz de France (Gaz de France SA, GRTgaz et GRDF) et 6 % aux 134 autres entreprises et organismes.

Sur ces 134 autres entreprises et organismes, 15 ont un effectif de plus de 100 salariés, représentant 79 % de l'effectif de ces autres entreprises et 113 emploient moins de 50 agents, représentant 16 % de l'effectif de ces autres entreprises.

Entreprises de plus de 50 salariés au 1^{er} juillet 2008 :

- entreprises de plus de 2 000 salariés : EDF SA, Gaz de France, GRTgaz, RTE, ERDF et GRDF,
- entreprises de 1 000 à 2 000 salariés : Electricité de Strasbourg, Compagnie nationale du Rhône (CNR),
- entreprise de 500 à 999 salariés : Endesa France,
- entreprises de 200 à 499 salariés : Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), Gaz de Bordeaux, Gaz et électricité de Grenoble (GEG), Gaz de Strasbourg, SOREGIES Deux-Sèvres, SOREGIES (Vienne), Traitement industriel des résidus urbains (TIRU), Usine d'électricité de Metz (UEM), Vialis (Colmar)
- entreprises de 100 à 199 salariés : SICAE Oise, Société hydro-électrique du Midi (SHEM)
- entreprises de 50 à 99 salariés : Coopérative d'électricité de Saint-Martin-de-Londres, Electricité maintenance services (EMS), Régie du syndicat électrique intercommunal du Pays Chartrain, SICAE de la Somme et du Cambrasis.

auxquelles s'ajoutent l'URM (Metz) et GEREDIS.

Au 31 décembre 2006 (source : Caisse nationale des industries électriques et gazières), la branche professionnelle comptait 142 520 cotisants au régime spécial de retraite des IEG, dont 24 % de femmes. L'âge moyen était de 42,9 ans : 41,5 ans pour les femmes, 43,3 ans pour les hommes. La répartition par âge était la suivante :

Tranche d'âge	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Total
Moins de 25 ans	689	2 568	3 257
25-29 ans	3 181	7 000	10 181
30-34 ans	5 523	10 825	16 348
35-39 ans	4 636	12 737	17 373
40-44 ans	5 703	16 739	22 442
45-49 ans	6 928	27 976	34 904
50-54 ans	5 353	25 559	30 912
55-59 ans	2 217	4 764	6 981
60 ans et plus	40	82	122
Total	34 270	108 250	142 520

Source : CNIEG

Au 31 décembre 2006, la branche professionnelle comptait 25 % de cadres (22 % de cadres chez les femmes, 26 % chez les hommes).

Pour 2 393 entrées comptabilisées en 2006, le régime spécial des IEG a enregistré, au titre des cotisants, 4 719 sorties cette même année, dont 4 057 départs en inactivité, 450 démissions et divers et 212 décès (soit 0,15 % de l'effectif moyen de l'année).

Au 31 décembre 2006 (source : rapport égalité professionnelle hommes-femmes de la branche pour les entreprises de plus de 50 salariés), la répartition des rémunérations était la suivante :

Niveaux de rémunération	Hommes	Femmes	Ensemble
10	-	-	-
20	3	3	6
25	-	-	-
30	364	123	487
35	11	7	18
40	1 855	800	2 655
45	95	108	203
50	2 017	781	2 798
55	140	65	205
60	3 174	1 012	4 186
65	221	92	313
70	3 838	1 111	4 949
75	272	86	358
80	4 771	1 328	6 099
85	369	121	490
90	6 222	1 575	7 797
95	580	212	792
100	7 693	2 115	9 808
105	762	310	1 072
110	8 661	2 986	11 647
115	979	380	1359
120	9 357	3 423	12 780
125	711	363	1 074
130	7 520	2 432	9 952
135	570	272	842
140	6 265	1 752	8017
145	446	177	623
150	4 610	1 247	5 857
155	379	152	531
160	4 015	999	5 014
165	332	120	452
170	3 216	634	3 850
175	275	78	353
180	2 689	623	3 312
185	249	76	325
190	2 032	574	2 606
195	202	78	280
200	2 220	696	2 916
205	221	81	302
210	2 099	609	2 708
215	227	99	326
220	1 973	644	2 617
225	201	75	276
230	1 535	501	2 036
235	179	68	247
240	1 433	468	1 901
245	153	64	217
250	1 122	370	1 492
255	132	43	175
260	1 088	323	1411
265	110	45	155
270	8 94	291	1 185
275	87	29	116
280	862	256	1 118
285	100	33	133
290	769	198	958
295	89	34	123
300	717	154	871
305	81	22	103
310	646	113	759
315	84	16	100
320	493	63	556
325	52	10	62
330	304	34	338
340	165	10	175
350	118	3	121
355	29	1	30
360	15	1	16
U	753	133	886
HC	711	72	783
TOTAL	104 548	31 774	136 322

Source : rapport égalité professionnelle hommes-femmes 2006

Les éléments de calcul des rémunérations figurent en pièce jointe.

NB : Pour obtenir la rémunération principale annuelle, il faut multiplier les montants figurant dans les tableaux en annexe par 13, le 13^e mois étant inclus dans l'assiette des cotisations et des prestations de l'accord en cours de négociation.

Les niveaux de rémunération 20 à 160 correspondent au collège exécution, les niveaux 60 à 240 au collège maîtrise et les niveaux 160 à 360 au collège cadres.

Montant moyen des rémunérations principales annuelles (les salariés à temps partiel étant ramenés à des équivalents temps plein) :

En euros	Hommes		Femmes	
	Nombre d'agents	Rémunération moyenne	Nombre d'agents	Rémunération moyenne
Exécution	23 865	18 801	6 145	18 087
Maîtrise	53 440	23 651	18 270	23 128
Cadres (y compris U)	26 202	39 918	7 224	38 871
Ensemble	102 671	26 658	31 351	25 775

Source : rapport égalité professionnelle hommes-femmes 2006

La branche compte un peu plus de 20 % d'agents à temps partiel.

Au 31 décembre 2007, le nombre moyen d'enfants par agent statutaire dans les industries électriques et gazières était de 2,2. L'âge moyen de ces enfants était de 16 ans (source : Caisse nationale des industries électriques et gazières).

Des statistiques concernant la répartition des décès, les agents en invalidité, les pensions d'orphelins versées par le régime spécial et les retraités de la branche seront communiquées en complément.

NATURE DES GARANTIES A TARIFER

1. Décès toutes causes

Versement d'un capital en fonction de la situation de famille :

- Célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement : 200 % de la rémunération principale annuelle (hors primes),
- Marié, concubin notoire, partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS) préalablement déclaré : 250 % de la rémunération principale annuelle (hors primes),
- Majoration du capital par enfant à charge : 50 % de la rémunération principale annuelle (hors primes), portée à 100 % de la rémunération principale annuelle (hors primes) si l'enfant est handicapé (taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 %).

Les enfants à charge sont les enfants pris en compte fiscalement pour l'application du quotient familial ou recevant une pension alimentaire déductible du revenu global, les enfants de l'assuré et ceux de son conjoint, partenaire de PACS ou concubin, si ce dernier en a la garde non partagée ou l'a eue jusqu'à leur majorité :

- âgés de moins de 21 ans,
- âgés de 21 à moins de 26 ans :
 - lorsqu'ils justifient annuellement de la poursuite d'études secondaires ou supérieures, sous réserve qu'ils n'exercent pas d'activité rémunérée à plus de 55 % du SMIC brut ou que les ressources du ménage, s'ils vivent en couple, n'excèdent pas 110 % du SMIC,

- ou qu'ils effectuent des stages de formation professionnelle ou sont sous contrat d'apprentissage,
- quel que soit leur âge, lorsqu'ils perçoivent les allocations prévues par la loi du 30 juin 1975 sur les personnes handicapées ou sont atteints d'une incapacité permanente reconnue d'au moins 80 %.

La situation de famille retenue est celle existant au moment du décès de l'assuré ; toutefois l'enfant né moins de 300 jours après le décès de l'assuré est pris en considération.

A la demande de l'agent, le capital décès et la majoration pour enfant à charge pourront être versés par anticipation en cas d'impossibilité totale et définitive d'exercer une profession quelconque et de recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie courante. Le versement des capitaux décès par anticipation en cas d'invalidité permanente totale éteint le droit à toute autre prestation en capital en cas de décès intervenant ultérieurement. S'agissant de la rente d'éducation, il est demandé de formuler une proposition conforme à vos pratiques habituelles. Vous présenterez également une proposition tarifaire sur la base de l'alternative suivante : la rente d'éducation est due dès lors que le décès intervient dans les 18 mois suivant le versement anticipé des capitaux pour invalidité absolue et définitive.

2. Décès accidentel

En cas de décès consécutif à un accident, versement d'un capital supplémentaire, quelle que soit la situation de famille, de 100 % de la rémunération principale annuelle (hors primes).

3. Double effet

Dans les vingt-quatre mois suivant le décès de l'assuré, en cas de décès, avant son 60^{ème} anniversaire, du conjoint, concubin notoire ou partenaire lié par un PACS déclaré officiellement avant le décès de l'assuré, versement aux enfants encore à charge d'un second capital de 100 % de la rémunération principale annuelle (hors primes).

Ce capital est également versé lorsque les deux conjoints décèdent du fait d'un même événement, quel que soit l'ordre des décès.

4. Rente d'éducation

Versement pour chaque enfant à charge, tel que défini ci-dessus, d'une rente d'éducation dont le montant annuel est fixé en pourcentage de la rémunération principale annuelle (hors primes) :

- 10 % jusqu'à 15 ans inclus,
- 15 % entre 16 et 21 ans inclus,
- 20 % entre 22 et 25 ans inclus.

La rente d'éducation est versée sous déduction, le cas échéant, de la pension temporaire d'orphelin versée par le régime spécial des IEG.

NB : Le régime spécial des IEG verse une pension temporaire d'orphelin, jusqu'au 21^e anniversaire, aux enfants nés de l'assuré ou adoptés en adoption plénière. Cette pension temporaire d'orphelin est égale à 10 % de la rémunération principale annuelle brute perçue par l'assuré au moment de son décès.

Pour les enfants handicapés, dont le taux d'incapacité est au moins égal à 80 %, la pension d'orphelin est versée sans limite d'âge

5. Allocation d'obsèques

En cas de décès de l'assuré, de son conjoint, concubin notoire ou partenaire lié par un PACS ou d'un enfant à charge, versement d'une allocation d'obsèques égale au plafond mensuel de la Sécurité Sociale, plafonné à la limite des frais réels pour les enfants de moins de 12 ans.

6. Prestations complémentaires facultatives

Au-delà des prestations obligatoires ci-dessus mentionnées, il est demandé que soient proposées des prestations complémentaires décès auxquelles les agents pourront souscrire de manière facultative, sans participation financière de leur employeur et sans mutualisation possible avec les résultats du contrat collectif.

PRESENTATION DE L'ORGANISME ASSUREUR

NB : La branche professionnelle s'engage à ne pas communiquer à l'extérieur, sans accord du consulté, les informations à caractère confidentiel contenues dans les dossiers présentés en réponse. Néanmoins, la branche se réserve le droit d'en transmettre le contenu à ses conseils extérieurs, qui s'obligeront aux mêmes obligations de confidentialité.

Préambule : Il est précisé que les agents statutaires des IEG ne sont pas considérés comme des salariés au sens visé par l'article L 931-3 du code de la sécurité sociale définissant le champ d'intervention des institutions de prévoyance. Il est de la seule responsabilité des organismes assureurs d'apprécier s'ils sont fondés à concourir au vu de l'analyse juridique ci-après :

En application de l'article L. 931-3 du code de la sécurité sociale, les membres participants d'une institution de prévoyance comprennent, notamment,

« 1° Les salariés affiliés à l'institution sur la base des dispositions des articles L. 932-1 et L. 932-14 ;

2° les anciens salariés de membres adhérents ainsi que leurs ayants droit qui sont affiliés à l'institution sur la base des dispositions de l'article L. 932-14 ;

(...)

Est considérée comme salariée, au sens du présent titre, toute personne relevant des articles L. 311-2 et L. 311-3 du présent code et de l'article 1144 du code rural. »

La notion de salarié visée à l'article L. 931-3, relatif aux institutions de prévoyance, n'est pas celle retenue par le droit du travail, mais correspond à la définition d'un assuré social du régime général de la sécurité sociale (article L. 311-2 du code de la sécurité sociale). De ce fait, les institutions de prévoyance ne peuvent garantir les agents relevant d'un régime spécial de sécurité sociale sans disposition législative particulière.

Or, les agents statutaires des industries électriques et gazières ne relèvent pas du régime général mais d'un régime spécial de sécurité sociale (cf. liste des régimes spéciaux figurant à l'article R. 711-1 du code de la sécurité sociale), même si le versement de prestations du régime général peut intervenir dans l'organisation du régime spécial des industries électriques et gazières (prestations en nature d'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles). De ce fait, en l'état actuel des textes, les agents

statutaires des IEG ne pourraient être considérés comme membres participants d'une institution de prévoyance.

1. Présentation générale de l'organisme assureur

L'organisme assureur devra fournir les éléments suivants :

1.1. Informations générales :

1. Dénomination sociale
2. Représentant légaux de l'entreprise candidate
3. Adresse du siège social
4. Capital social
5. N° d'enregistrement au RCS ou équivalent (préciser le lieu d'enregistrement)
6. Code SIRET
7. Date de création
8. Pays de constitution
9. Adresse du site internet :
10. Forme juridique
11. Code NAF
12. Effectifs
13. Habilitations (*branches prévues par le Code des Assurances, Code de la Mutualité, Code de la Sécurité sociale ou bien réglementation similaire de l'Etat membre*)
14. Syndicat professionnel d'appartenance
15. Personnes chargées des relations avec la branche :

Nom/Prénom	Fonction	N° de Téléphone	N° Fax	Adresse électronique

1.2. Actionnariat et filiales de l'organisme assureur

Précisez dans votre présentation les garanties éventuelles apportées aux filiales.

1.3. Actionnariat et filiales du groupe d'appartenance

Il est conseillé de fournir un organigramme du groupe, faisant ressortir de manière précise les différentes participations et leur taux de contrôle, ainsi que les liens financiers intermédiaires.

2. Solidité financière de l'organisme assureur

La branche souhaite que lui soient communiqués tous renseignements lui permettant d'apprécier la solidité financière de l'organisme assureur, et, de manière obligatoire, les éléments précisés à l'annexe 1.

Il est précisé que cette solidité financière sera appréciée principalement au niveau de l'organisme assureur examiné, indépendamment de son appartenance à un groupe. Les éléments demandés en annexe 1 devront donc concerner exclusivement les comptes consolidés de cet organisme.

Dans tous les cas, un niveau minimal de fonds propres sera exigé, indépendamment des autres éléments d'appréciation de la solidité financière. Aussi les éléments financiers du groupe dont l'organisme assureur examiné serait filiale seront dans certains cas pris en considération (apport d'une garantie inconditionnelle illimitée,...).

Pourra également être envisagé tout système de garantie autre que celle apportée par la maison mère.

Pour chacun de ces cas, l'annexe 2 devra être remplie et l'organisme assureur devra joindre, le cas échéant, le modèle de garantie envisagé.

3. Références en matière de contrats d'assurance collective

Pourriez-vous communiquer une liste d'entreprises assurées auprès de votre organisme :

- en prévoyance (risque décès),

Pouvez-vous nous indiquer pour les principales références :

- si la gestion est effectuée par vos soins ou si cette gestion est déléguée,
- les coordonnées des personnes pouvant être contactées dans ces entreprises.

4. Niveau et pérennité de l'implantation sur le marché français

L'organisme assureur devra justifier la pérennité de son activité vie en France au travers notamment de l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de cette activité.

Pour les établissements ou sociétés françaises filiales de groupes étrangers, indiquez et justifiez la place du marché français et notamment de l'assurance vie collective dans la stratégie du groupe.

Veillez également communiquer la taille des équipes en France chargées de la commercialisation et de la gestion des contrats d'assurance vie en France.

5. Langue

La langue de travail et de rédaction des divers documents sera le français.

6. Eléments à fournir obligatoirement :

Tous les documents de nature juridique et/ou financière devront faire l'objet d'une traduction « assermentée » en langue française.

6.1 Documents juridiques :

- Certificat d'immatriculation au registre du commerce (ou équivalent),
- Organigramme montrant les responsabilités fonctionnelles principales,
- Charte/statuts de l'organisme assureur,
- Historique (donnez toutes les informations concernant les principaux événements de l'organisme),
- Dans le cas de joint-ventures, une copie de l'acte de création,
- Eventuellement, actions juridiques significatives prises à l'encontre de l'organisme.

6.2 Documents financiers :

- Liasses fiscales se référant aux 3 dernières années, pour l'entreprise candidate et pour la société mère, si applicable, sous une forme consolidée. Les liasses à fournir comportent également les éléments suivants :
 - Rapport annuel,
 - Etats financiers résumés,
 - Rapport des commissaires aux comptes,
 - Bilans sociaux.

Documents exigés dans les annexes 1 et 2 du présent dossier.

6.3 Documents concernant votre système qualité :

Manuel d'assurance qualité. Si un certificat issu d'une tierce partie est disponible, joindre le certificat accompagné de la liste des actions correctives demandées par la tierce partie avant et après la délivrance du certificat.

6.4 Documents concernant la politique environnementale :

Rapport annuel sur l'environnement, système de management environnemental (Iso 14001,...) ou tout autre document permettant d'apprécier la politique environnementale de l'organisme.

6.5 Documents concernant la politique sociale et éthique :

Tout document permettant d'apprécier la politique sociale et éthique de l'organisme.

6.6 Attestations :

- Attestation URSSAF ou bien avis d'imposition afférent à la taxe professionnelle (copie de moins d'un an) ou certificat par l'autorité compétente de l'état membre concerné.
- Attestation de l'administration fiscale (copie de moins d'un an) ou certificat par l'autorité de l'état membre concerné

- Déclaration sur l'honneur que l'organisme candidat n'emploie pas de personnes en situation irrégulière et est en règle vis-à-vis de l'autorisation de salariés étrangers à travailler en France.
- Attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourues en cas de dommages corporels et matériels causés aux tiers à l'occasion de prestations et indiquant le montant et la durée de cette garantie.

6.7 Documents complémentaires fournis par le candidat (à compléter) :

Titre et références des documents	Partie correspondante du questionnaire

7. Conseil d'administration – Assemblée générale (à l'exception des sociétés d'assurance)

Pouvez-vous communiquer la liste des membres du Conseil d'administration de votre organisme (entreprises et organisations syndicales) ?.

Pouvez-vous également préciser les modalités de désignation des membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale ainsi que les dates du prochain renouvellement de ces organes ?

Pouvez-vous également fournir les statuts ainsi que le règlement intérieur de votre organisme ?

Le cas échéant, les contractants peuvent-ils envisager d'être présents au conseil d'administration, au sein du collège employeur et du collège des salariés ?

ELEMENTS DE REPONSE

Le concourant fera une proposition tarifaire faisant notamment apparaître pour chacune des garanties :

- La prime pure,
- Les frais de gestion,
- La prime de réassurance, sa priorité et sa portée (s'il y a lieu).

Par ailleurs, le concourant proposera un projet de contrat.

1. Gestion technique

1.1 Etablissement du compte de résultats (clause de participation aux bénéfices)

Indiquez vos procédures et méthodologie habituelles d'établissement des comptes de résultats (date d'arrêté des comptes, liste des postes, ...) et les chargements prévus.

Proposez un projet détaillant les modalités précises du compte de résultats :

- Frais sur cotisations en détaillant leur structure (gestion, structure, risque, réassurance,...),
- Frais sur prestations en détaillant également leur structure,

- Produits financiers - Préciser les conditions de rémunération des provisions et réserves,
- Sort des résultats dégagés.

Le concourant précisera le mode de dotation et de reprise des éventuelles provisions d'égalisation, d'excédent et fonds de revalorisation.

A quelle date sont établis les comptes annuels ? Des comptes prévisionnels sont-ils établis en cours d'année ?

Quels processus de validation contradictoire de ces comptes proposez-vous (recours à un expert externe, mode d'arbitrage, prise en compte des coûts associés, etc.) ?

1.2 Calcul des provisions

Précisez les barèmes, tables de mortalité, taux technique, frais, méthodes et hypothèses habituellement utilisés pour le provisionnement (et le calcul des capitaux constitutifs), avec, le cas échéant, le provisionnement de l'exonération Décès, le financement des revalorisations et toute autre provision susceptible d'être constituée.

Quels processus de validation contradictoire de ces provisions proposez-vous (recours à un expert externe, mode d'arbitrage, prise en compte des coûts associés, etc.) ?

1.3 Evolution des cotisations

Quelle règle d'évolution proposez-vous pour les cotisations (d'un exercice à l'autre ou dans le cas de mesures ponctuelles) ?

Possibilité d'engagement ferme de l'organisme assureur sur les garanties et les taux de cotisation sur 5 ans ?

Possibilité de mettre en place un taux d'appel des cotisations sur la base des analyses de la couverture et en concertation avec vous ?

Autres

1.4 Résiliation future

Acceptez-vous les délais de résiliation suivants :

- 6 mois en cas de résiliation à votre initiative,
- 2 mois en cas de résiliation à l'initiative du souscripteur.

Quelles sont les conditions de transfert (actif, passif, frais, montants transférés, délais, rémunération et pénalités prévues en cas de non-respect des délais notamment...) des provisions, fonds et réserves constitués en cas de résiliation du contrat à l'initiative de votre organisme ? en cas de résiliation du contrat à l'initiative de la branche ?

Acceptez-vous de maintenir des comptes de résultat après résiliation dans l'éventualité d'un non transfert des prestations en cours de service vers le nouvel assureur ?

2. Gestion financière

2.1 Stratégie de gestion

Qui assure la gestion financière des fonds détenus par votre organisme ? Disposez-vous de vos propres compétences ou sous-traitez-vous cette gestion à un organisme spécialisé ?

Quels types de gestion financière pouvez-vous proposer (gestion dédiée ou non...) ?

Quelle stratégie de gestion de votre actif général poursuivez-vous ?

Quelle était la composition de cet actif au 31 décembre 2004, 2005, 2006 et 2007 ? Quelle a été votre politique de constitution de provisions pour dépréciation durable ?

2.2 Rendement financier

Taux moyen de rendement affecté aux provisions des contrats de prévoyance collective au titre de 2005, 2006 et 2007.

2.3 Gestion dédiée

Le cas échéant, êtes-vous en mesure de mettre en œuvre une gestion financière dédiée à la couverture ?

Si oui, veuillez préciser :

- Les avantages/inconvénients de la mise en œuvre d'actifs dédiés (fonds en euros) dans le cadre d'un contrat de prévoyance,
- L'allocation stratégique que vous recommanderiez ainsi que les modalités d'investissement,
- Les avantages/inconvénients de la mise en œuvre d'actifs dédiés (fonds en euros et OPCVM dédiés) dans le cadre d'un contrat de retraite de type Art. 83,
- Les modalités de constitution de cet actif,
- Les modalités de calcul de rendement de cet actif,
- Les modalités d'un taux garanti qui pourrait éventuellement être proposé,
- La marge de manœuvre dont disposerait le comité de suivi de l'accord collectif.

Avez-vous l'expérience d'un actif dédié en matière de prévoyance ? Si oui, veuillez indiquer les coordonnées de clients pouvant être consultés à ce propos.

Dans l'éventualité de la constitution d'un actif dédié, il convient de se reporter à l'annexe 3.

2.4 Coassurance - Réassurance

Compte tenu du volume de prime potentiel, il est possible que les contractants souhaitent partager le risque. En acceptez-vous le principe ? Si oui, selon quelle quotité et quelles modalités ?

2.5 Revalorisation des rentes en cours de service

Quel mode de suivi et de gestion proposez-vous ? Proposez une rédaction de fonds de revalorisation.

3. Information

3.1 Pilotage de la couverture

Le groupe paritaire de suivi de l'accord collectif se réunit une fois par an et, le cas échéant, à la demande d'un tiers de ses membres.

Le groupe de suivi est chargé :

- d'examiner les comptes et rapports produits par l'organisme assureur,
- de suivre la gestion financière de l'actif dédié ou de l'actif général,
- de délibérer sur l'interprétation et les litiges survenant éventuellement dans l'application de l'accord prévoyance,
- de proposer à la commission paritaire de branche les modalités de réexamen de l'organisme assureur désigné,
- de proposer à la commission paritaire de branche, si nécessaire, un ajustement du dispositif.

Pouvez-vous vous engager à communiquer, pour chaque réunion du comité de suivi, les études et comptes demandés ?

Fournir un exemple de reporting effectué.

3.2 Sites Internet

Que pouvez mettre en œuvre et développer pour que les entreprises adhérentes au contrat de branche puissent accéder aux informations suivantes :

- les actualités de la couverture prévoyance de la branche,
- les garanties souscrites,
- les taux de cotisation en vigueur,
- des formulaires à télécharger : déclaration de décès, déclaration d'adhésion, déclaration de radiation, etc.

L'espace entreprises est individualisé et est accessible à l'aide d'un identifiant et d'un mot de passe communiqués individuellement aux entreprises.

3.3 Information des assurés

Quelles sont vos procédures usuelles pour établir et modifier la notice d'information légale destinée au personnel ?

Quelles propositions pouvez-vous faire pour aider la branche ou les entreprises dans l'élaboration d'autres documents de communication (par exemple, participation budgétaire aux frais d'impression et d'envoi des notices d'information destinées aux salariés, réalisation et envoi d'une lettre régulière d'information...) ?

4. Mise en œuvre de la couverture prévoyance

Votre organisme a-t-il des expériences de mise en place de couvertures comparables ?
Pouvez-vous donner des références pour des mises en œuvre récentes ?

Quels types de services votre organisme peut-il apporter afin de faciliter la mise en œuvre (réunion d'information sur les principaux sites, guide de procédures, équipe dédiée, numéro vert...) ?

Quel engagement pouvez-vous prendre pour assurer un versement rapide des prestations à réception des dossiers (ex : pénalité de retard pour tout versement dans un délai supérieur à 10 jours après réception d'un dossier complet) ?

Pouvez-vous indiquer un planning précis et les moyens mis en œuvre pour une mise en place au 01/01/2009 dans l'hypothèse d'une sélection de votre organisme vers la fin du mois de ... ?

Décrire la procédure de gestion des dossiers habituellement suivie dans les différentes situations envisageables (ex : cas de suspension du contrat de travail), en précisant les rôles respectifs de l'organisme assureur, des ayants droit et de l'employeur.

ANNEXE 2.1

(concerne exclusivement l'organisme assureur objet de l'évaluation)

1. Chiffre d'affaires Prévoyance

au 31/12/2007 (en M€) :

	Total	part France	Dont part assurances collectives
chiffre d'affaires
chiffre d'affaires direct (<i>hors cessions de réassurance</i>)

au 31/12/2006 (en M€) :

	Total	part France	part assurances collectives
chiffre d'affaires
chiffre d'affaires direct (<i>hors cessions de réassurance</i>)

au 31/12/2005 (en M€) :

	Total	part France	part assurances collectives
chiffre d'affaires
chiffre d'affaires direct (<i>hors cessions de réassurance</i>)

Préciser la politique de cession en réassurance.

2. Résultats

Présentation du compte de résultat technique par activité pour les années 2005 à 2007

Présentation du compte de résultat non technique pour les années 2005 à 2007.

Rentabilité des fonds propres par activité et ratio d'endettement de 2005 à 2007

Explication de l'évolution.

3. Fonds propres

Montant des fonds propres de l'organisme assureur :

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2007

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2006

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2005

dont :

	Au 31/12/2006	au 31/12/2007
Capital souscrit ou équivalent	..... soit ..... %	..... soit %
Primes d'émission	..... soit ..... %	..... soit %
Réserves (à détailler)	..... soit ..... %	..... soit %
Résultats reportés	..... soit ..... %	..... soit %
Résultat de l'exercice	..... soit ..... %	..... soit %
Autres (à détailler)	..... soit ..... %	..... soit %

Ratio fonds propres/provisions par nature de risques

4. Marge de solvabilité

4.1. Montant correspondant à la marge de solvabilité requise

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2007

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2006

..... en (M€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2005

et explication de l'évolution

4.2. Taux de couverture de la marge de solvabilité requise

..... % au 31/12/2007

..... % au 31/12/2006

..... % au 31/12/2005

Description de la politique de constitution de la marge de solvabilité sur les cinq dernières années et explication de l'évolution du taux de couverture sur les trois dernières années.

4.3. Détail des éléments mis en représentation de la marge de solvabilité

31/12/2007	Montant total	Montant retenu	Commentaire
Capital Social			
Réserves (à détailler)			
Report du bénéfice			
Titres subordonnés			
Plus-values latentes			
Autres (à détailler)			

31/12/2006	Montant total	Montant retenu	Commentaire
Capital Social			
Réserves (à détailler)			
Report du bénéfice			
Titres subordonnés			
Plus-values latentes			
Autres (à détailler)			

31/12/2005	Montant total	Montant retenu	Commentaire
Capital Social			
Réserves (à détailler)			
Report du bénéfice			
Titres subordonnés			
Plus-values latentes			
Autres (à détailler)			

Concernant les titres subordonnés, préciser leur montant, leur échéance et le cas échéant les options rattachées.

5. Nature des engagements

5.1 Répartition des primes par nature de risque

Prévoyance :	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Risque Décès			
Risque Incapacité/Invalidité			
Autres (détailler)			
Total Vie :			
Total général :			

5.2 Répartition des provisions mathématiques par nature de risque

Prévoyance :	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Risque décès (Rentes de conjoint/éducation)			
Risque Incapacité/Invalidité			
Autres (détailler)			
Total Vie :			
Total général :			

Pour les provisions mathématiques, indiquer par type de risque :

- La duration du passif et celle des titres obligataires et assimilés mis en représentation,
- Une projection des flux de passif (prestations et distribution du taux garanti),
- Une description des actifs mis en représentation (répartition par nature) et pour les obligations et assimilées, une projection des flux (coupons et remboursement du nominal).

Concernant le provisionnement des risques liés à la vie humaine, indiquer :

- Les tables de mortalités utilisées pour le calcul des provisions par nature de risque,
- Les taux techniques retenus,
- Les provisions correspondantes.

Si la réglementation prévoit le passage progressif à une génération de table plus récente, indiquer l'impact sur les provisions d'un passage immédiat à ces tables.

6. Montant et répartition des actifs gérés :

6.1 Montant total des actifs : en..... (*M€ ou autre devise à préciser*)

dont :

6.2 Actifs propres %

- Actifs détenus en représentation des engagements réglementés..%
- dont représentatifs d'engagements exprimés en UC%
- Autres (détailler). %

6.3 Contrats d'assurance collective %

 Contrats d'assurance individuelle %

6.4 Contrats en euros %

 Contrats en unités de compte %

6.5 Répartition des actifs détenus en représentation des engagements réglementés autres que ceux relatifs aux contrats en unité de compte.

- Actions
 - Montant et proportion en valeur de marché et en valeur comptable
 - Plus et moins values latentes
 - Exposition par zone géographique
- Obligations et assimilés
 - Montant et proportion en valeur de marché et en valeur comptable
 - Plus et moins values latentes
 - Duration de l'actif et duration du passif
 - Répartition par rating, rating moyen
- Immobilier
 - Montant et proportion en valeur de marché et en valeur comptable
 - Plus et moins values latentes
 - Répartition par nature (bureau, résidentiel..) et support (investissement direct, OPCI ...)
- Autres (détailler)
 - Montant et proportion en valeur de marché et en valeur comptable
 - Plus et moins values latentes
 - Répartition par nature, zone géographique, et support
 - Le cas échéant, rating des actifs

Historique de rendement financier de chacune des classes d'actif sur 5 ans.

Description de la stratégie de gestion actif-passif

Un état T2 au 31/12/2007 devra être transmis.

7. Gestion du risque de crédit réassureurs :

Part des réassureurs dans les provisions techniques.

Politique de gestion et de suivi du risque de contrepartie réassurance.

Le cas échéant :

- notation des principaux réassureurs de l'organisme assureur et engagements associés
- montant et nature des garanties apportées par les réassureurs.

8. Rating :

8.1 Votre organisme assureur fait-il l'objet d'un rating ? ☐ OUI ☐ NON

8.2 Si oui, par quel organisme ?

8.3 Quel est son rating actuel ? depuis le/...../....

ANNEXE 2.2

(Groupe d'appartenance de l'organisme assureur ou organisme apporteur d'une éventuelle garantie)

1. Fonds propres consolidés :

Montant des fonds propres consolidés :

..... en (€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2007
..... en (€ ou autre devise à préciser) au 31/12/2006

dont :

	au 31/12/2007	au 31/12/2006
Capital souscrit ou équivalent	..... soit ..... %	..... soit %
Primes d'émission	..... soit ..... %	..... soit %
Réserves de réévaluation	..... soit ..... %	..... soit %
Réserves (à préciser)	..... soit ..... %	..... soit %
Résultats reportés	..... soit ..... %	..... soit %
Résultat de l'exercice	..... soit ..... %	..... soit %

Si l'organisme fait l'objet d'une réglementation en matière de niveau de fonds propres minimal, préciser la réglementation et le niveau de couverture de ce niveau minimal.

2. Rating :

2.1 L'organisme assureur fait-il l'objet d'un rating ? ☐ OUI ☐ NON

2.2 Si oui, par quel organisme ?

2.3 Quel est son rating actuel ? depuis le / /

3. Participations :

Donner la liste des participations d'un montant supérieur à € 75 millions (en valeur de marché et en valeur de bilan).

ANNEXE 2.3

Ce document décrit les informations à fournir dans l'éventualité où un actif dédié serait constitué.

1. Présentation de l'offre de gestion financière

1.1 Présentation de la société de gestion associée à l'offre (en cas de présence de plusieurs sociétés de gestion, merci de dupliquer le questionnaire) :

Dénomination de la société de gestion :

Capital social :

Adresse postale :

Nom et fonctions du Responsable ayant participé à la rédaction de la proposition :

Téléphone :

Fax :

E-mail :

Principaux actionnaires :

Groupe d'appartenance et actionnaire de référence éventuel :

Notation des différents acteurs :

- Banque dépositaire des actifs de couverture du contrat :
- Société de gestion de l'OPCVM dédié :
- Actionnaire de référence de la société de gestion :

Principaux indicateurs sur la société de gestion (Millions d'euros):

	Encours collectés	Encours sous gestion en fin d'exercice	Fonds propres	Commissions de gestion perçues en % du CA	Résultat net
2005					
2006					
2007					

Répartition des encours par classes d'actifs et nature de support (millions d'euros) :

	Actions ou à dominante actions		Obligataire ou à dominante obligataire		Gestion diversifiée ou profilée		Trésorerie régulière ou dynamique		Autres (alternative, FCIMT, etc.)*	
	OPCVM dédiés ou mandats	OPCVM ouverts	OPCVM dédiés ou mandats	OPCVM ouverts	OPCVM dédiés ou mandats	OPCVM ouverts	OPCVM dédiés ou mandats	OPCVM ouverts	OPCVM dédiés ou mandats	OPCVM ouverts
2005										
2006										
2007										

* A préciser si ces gestions sont réalisées par la société de gestion elle-même ou par une filiale spécialisée.

Nombre de mandats ou d'OPCVM dédiés

	Actions ou à dominante actions	Obligataire ou à dominante obligataire	Gestion diversifiée ou profilée	Trésorerie régulière ou dynamique	Autres (alternative, FCIMT, etc.)*
Gagnés en 2006-07					
Perdus en 2006-07					
En cours					

* A préciser si ces gestions sont réalisées par la société de gestion elle-même ou par une filiale spécialisée.

1.2 Présentation de l'offre

Veuillez présenter votre offre de gestion financière poche par poche en précisant et justifiant notamment :

- Les raisons du choix de la société de gestion par l'organisme assureur.
- **D'une manière générale**, les rôles respectifs de l'organisme assureur et de la société de gestion dans la mise au point du processus global, son suivi, la gestion financière des actifs de couverture, ainsi que le suivi de leurs performances et le contrôle des risques associés ;
- Le caractère innovant de la proposition au regard des autres OPCVM ou mandats de même orientation de gestion que vous gérez par ailleurs.
- **POUR LA POCHE OBLIGATAIRE :**
 - Le benchmark proposé.
 - Les principales étapes du processus d'investissement
 - Les principales sources de valeur ajoutée (et leur poids estimatif respectif en %), ressortant généralement du processus décisionnel et des analyses de performance (market-timing, duration et positionnement sur la courbe des taux, allocation sectorielle et risque crédit, sélection de titres, devises, etc.....)
 - L'univers d'investissement suivi par la société de gestion et ses analystes crédit.
 - La part de l'analyse du risque crédit faite en interne et en externe
 - Les types de supports couramment utilisés (titres vifs, OPCVM, futures...)
 - Le processus de sélection des titres (pour les valeurs autres que les titres d'Etat)
 - L'objectif en termes de nombre de titres détenus

- Les contraintes d'investissement (liées au benchmark, spécifiques...) proposées en application du cadre de gestion fixé par les souscripteurs.
 - Les types de papiers et de signatures, autorisés ou expressément exclus dans les portefeuilles ;
 - Les ratios particuliers d'emprise et de dispersion des risques ;
 - Les taux d'exposition aux différents risques (duration et sensibilité minimales et maximales, exposition minimale pour l'euro maximale par devise autre que l'euro, par zone géographique, par notation, par secteur économique , etc. ...);
 - L'objectif de tracking-error;
 - L'utilisation des produits dérivés (options, futures...)
 - Les modalités de gestion de l'exposition devises éventuellement résiduelle.
 - Etc.
- **POUR LA POCHES ACTIONS**
 - Le processus d'investissement et notamment la part en % consacrée respectivement à la gestion directe au recours à des OPCVM spécialisés internes ou externes ainsi qu'à la multigestion).
 - Les principales sources de valeur ajoutée (et leur poids estimatif respectif en %), ressortant généralement du processus décisionnel et des analyses de performance (market timing, allocation géographique, allocation sectorielle, style, taille de capitalisation, sélection des titres, devises, diversification hors benchmark, etc.)
 - L'univers d'investissement suivi par la société de gestion et ses analystes « buy side ».
 - Le processus de sélection des titres en direct ainsi que la méthodologie employée pour la sélection des OPCVM¹
 - La part du suivi des valeurs réalisé par les analystes « buy side » internes et au travers de la recherche externe. Idem pour l'analyse, la sélection et le suivi OPCVM (multi-gestion).
 - la recherche externe. Idem pour l'analyse, la sélection et le suivi OPCVM (multi-gestion).
 - Les supports que vous envisagez d'utiliser (titres vifs, OPCVM, trackers, futures, etc...) et leur part dans la gestion.
 - Le nombre de titres détenus à la cible (direct et OPCVM).
 - Les contraintes d'investissement (liées au benchmark, spécifiques...) que vous proposez de fixer, compte tenu d'un univers MSCI World recommandé par les souscripteurs
 - Les types de papiers expressément exclus dans les portefeuilles ;
 - Les ratios particuliers d'emprise et de dispersion des risques pour les titres vifs et pour les OPCVM ;
 - Les taux d'exposition aux différents risques (exposition minimale et maximale, par zone géographique, par devise, par secteur, par style, par taille de capitalisation, etc. ...) ;
 - L'objectif de tracking-error ;
 - L'utilisation des produits dérivés (options, futures...)
 - les diversifications hors benchmark proposées
 - la stratégie proposée en matière de gestions des devises
 - la liste des OPCVM, internes ou externes, pré-sélectionnés et généralement utilisés à fin 2007 dans les OPCVM « actions internationales ou multigestion
 - etc.

¹ Le processus sera décrit séparément pour les OPCVM classiques et pour les OPCVM de gestion alternative

1.3 Présentation de l'équipe de gestion associée à la proposition.

- Organigramme, CV et descriptif du rôle de chacun des membres de l'équipe.
- Historique de constitution et expérience de l'équipe.
- Présentation de l'équipe d'analystes crédit ou « buy side » actions.
- Rôles respectifs de l'équipe des gérants et des analystes.
- Indiquer les changements récents (voire dans un futur proche) qui ont pu ou pourraient affecter la stabilité des équipes.

1.4 Suivi du risque et contrôle des performances

Préciser la politique de suivi et de contrôle des risques que vous proposez conjointement de mettre en oeuvre au sein de l'organisme assureur et chez la société de gestion associée à cette offre spécifique de gestion.

Concernant la proposition préciser notamment :

- Les modalités d'organisation (positionnement, effectifs, etc..) du département « compliance et contrôle des risques »
- Les outils informatiques du marché ou propriétaires mis à la disposition des gérants pour la construction, l'optimisation de leurs portefeuilles ;
- Les modalités d'accès des gérants à leurs positions (temps réel, temps différé, ..)
- Les contraintes spécifiques définies dans le cadre de l'offre de gestion proposée et les moyens mis en oeuvre pour piloter ces limites ex ante ;
- Les moyens de suivi et de respect des contraintes ex post.
- Les structures dédiées au passage d'ordres et les modalités de suivi de « best execution »
- Un résumé des polices d'assurance couvrant les risques de fraude de l'un des professionnels de la société de gestion.
- Etc.

1.5 Références

Pour chacune des poches, indiquer, au 31/12/2007, le nombre d'OPCVM ouverts ou dédiés ou de mandats, comparables ou assez proches en termes de gestion et/ou de benchmark à votre proposition ainsi que les benchmark associés et les encours correspondants.

Pour les OPCVM dédiés ou les mandats les plus proches en termes de benchmark dont la gestion est confiée à l'équipe retenue dans le cadre de votre proposition indiquer :

- Le benchmark de l'OPCVM ou du mandat,
- La performance de l'OPCVM ou du mandat ainsi que de son benchmark sur les cinq dernières années,
- Un reporting synthétique d'attribution de performance,
- La volatilité 52 semaines de l'OPCVM ou du mandat ainsi que du benchmark mesuré à la fin des cinq dernières années civiles et en moyenne sur chacune de ces cinq années,
- La tracking-error ressortant à la fin des cinq dernières années civiles et en moyenne sur chacune de ces cinq années,
- Un commentaire rapide en cas de modification significative de l'objectif de gestion de cet OPCVM ou de ce mandat sur la période,
- Et s'il s'agit d'un OPCVM ouvert, le libellé, le code ISIN.

2. Suivi du contrat et Information financière

L'organisme assureur indiquera les différents moyens d'information (et leur périodicité) mis à la disposition des souscripteurs en distinguant d'une part, les supports d'information strictement assurantielle (relevés de situation, etc.) et d'autre part, le reporting de la gestion financière stricto sensu de l'OPCVM dédié (suivi des performances par poche et des risques associés, compte rendu de gestion, profil et composition du portefeuille synthétiques et/ou détaillés).

L'organisme assureur fournira le cas échéant les modèles de supports d'information assurantielle et qu'il a l'habitude d'adresser ou est en mesure de communiquer à l'issue de chaque opération, mensuellement et annuellement. La branche pourra toutefois imposer un modèle standard pour le reporting assurantiel.

3. Frais de gestion

Le dossier comportera, les informations suivantes :

3.1 Frais de gestion financière de l'OPCVM dédié

- Barème des commissions de gestion sur actif.
 - Préciser l'assiette de calcul, les modalités de calcul et de règlement des commissions si elles diffèrent d'un provisionnement quotidien
 - Le périmètre des frais couverts par ces prélèvements (commissaires au comptes, valorisation, fonction dépositaire, conservation.... Détailler poste par poste)
 - Le barème des courtages et des droits de garde, commissions de mouvements, selon la nature des titres et leur lieu de dépôt
 - les rétrocessions sur OPCVM externes ou internes, dont l'OPCVM pourra bénéficier ; décrire la politique de la société de gestion en la matière
 - Autres
- Autres frais éventuels : s'ils n'ont pas été décrits ou n'ont pas été inclus dans les items ci-dessus.

3.2 Autres frais éventuels

DELAI DE REPONSE

<p>Les réponses à cette consultation devront parvenir au plus tard le 12 septembre 2008, en dix exemplaires à :</p>

<p>EDF ASSURANCES Monsieur Christophe PETIT Immeuble Guynemer – 18 rue du Capitaine Guynemer 92938 Paris La Défense Cedex</p>

<p>avant 17 heures, accompagnées des pièces demandées.</p>
